

LE COURRIEL D'INFORMATION

n°89 – mardi 23 novembre 1999.

ON PASSE A L'ATTAQUE.

Dans ce numéro

Astiquez vos baskets !

Vous allez bientôt avoir à vous en servir, de vos baskets !

Nous vous avions déjà prévenus de la tenue des négociations au sein de l OMC sur le " nouveau cycle du millénaire " en vous sensibilisant sur l extrême gravité des enjeux. Eh bien nous continuons en vous annonçant que se tiendront, un peu partout en France et dans d autres pays, des manifestations afin de montrer notre désaccord.

Une seule phrase qui sera notre leitmotiv au cours de cette manifestation : le monde n est pas une marchandise !! Nous serons donc rassemblés le 27 novembre dans plusieurs villes et à Paris. Pour cette dernière, nous vous donnons rendez-vous à 14 heures place de la Bourse et nous nous rendrons place de la Bastille.

On parle beaucoup des revendications citoyennes de gens comme nous qui ne veulent pas d un ALENA mondial sur l agriculture, les services... Nous tenons ainsi une chance de continuer à faire entendre notre voix et de faire infléchir le cours des événements. On a le devoir de rêver qu on réussira là où on a réussi pour l AMI. Certains ont également prévu de manifester à Seattle, là où se tiendront les négociations.

Si les " maîtres du monde " ne nous entendent pas ce jour-là, ils ne nous entendront peut-être plus.

Emmanuel Chaudron
Rédacteur, journal@attac.org

Opération gares

L apéritif est en option mais sera bien mérité. Vendredi 26 novembre les groupes locaux d Ile de France vous invite de 17h00 à 19h00 à les aider. N hésitez pas et participez.

GARE SAINT LAZARE
Référent : Groupe local 92
Contact : Pascal Nonat - 01.48.18.21.50 (bureau)
Rendez-vous 17h00 : Monument aux morts (intérieur de la gare)

GARE MONTPARNASSE
Référent : Groupe local Paris XV
Contact : Paul Simondon - 01.49.70.09.65
Rendez-vous 17h00 : Entrée principale, sous la pendule face au parvis (extérieur de la gare)

GARE DE LYON
Référent : Groupe local Paris XI
Contact : Glen Millot - 01.49.29.70.24 (soir) ou 01.45.52.61.89 (journée)
Rendez-vous 17h00 : Escalators entre le couloir du métro et les composteurs permettant d'accéder au RER A (en haut ou en bas, peu importe)



GARE DU NORD
Référent : Groupe local Paris XIX
Contact : Isabelle Lauffenburger - 01.40.37.03.81
Rendez-vous 17h00 : Devant le Quick (extérieur de la gare)

GARE DE L'EST
Référent : Groupe local Paris XVIII et Groupe Local IX et X
Contact : Catherine Barbe - 01.47.63.65.54 ou Gérard Barrero - 01.47.63.02.16
Rendez-vous 17h00 : Panneau des arrivées Grandes lignes

GARE AUSTERLITZ
Référent : Groupe local Paris Centre
Contact : Aymard Decamaret - 01.43.54.93.35
Rendez-vous 17h00 : Cour du Départ à la sortie du métro

Le Millennium Round en Argentine

Arriver à une baisse des subventions agricoles.

Dans la presse argentine, peu ou rien n'est écrit sur les préparatifs nationaux et internationaux précédents le prochain Round du Millénium. Et ce qui est dit peut se résumer au couplet suivant : « Le Mercosur s'allie avec les Etats Unis pour faire pression sur l'Union Européenne » (Clarín, 31/10/99).

Les uniques motifs de préoccupation semblent être le risque que les aspirations argentines d'obtenir une baisse des subventions agricoles se voient frustrées. Rien du long agenda préparé pour les réunions de Seattle, rien sur les autres secteurs, santé, éducation, brevet sur les organismes vivants, droits intellectuels... rien.

Uniquement cette préoccupation, puisque la récente conférence de ministre de Lausanne (Suisse) n'est arrivée à adopter aucun accord acceptable pour notre pays, et la crainte que dans les réunions prévues s'"envoient des signaux emphatiques " sur le thème de la réduction des subventions agricoles. A Toronto, (Canada) où l'Argentine assumera la présidence pour 12 mois de l'organisme qui conçoit l'ALCA, la délégation argentine essaiera de trouver des appuis pour faire pression dans le même sens.

Mais à ce sujet non plus l'optimisme ne règne pas. Les négociateurs locaux sont conscients que les E.U. ont une liste de priorités qui passent avant le thème agricole. Quelques opinions lâchées par nos fonctionnaires signalent que la négociation sera très difficile comme l'a exprimé le président de la Chambre des Exportateurs lorsqu'il dit que : « Les E.U. et le Japon ont inventé le concept de multifonctionalité de l'agriculture, un euphémisme pour permettre des subventions massives » et ajoute que les E.U. veulent discuter le commerce et l'environnement ainsi que les normes de travail de façon à créer des barrières techniques au commerce. De même Jorge Campbel, Secrétaire des Relations Economiques Internationales qui estime que l'UE va finir par modifier sa position davantage à cause des pressions budgétaires internes que des négociations.

Seul le remarquable dirigent politique Raúl Alfonsín, ex Président de la Nation, a manifesté sa préoccupation dans un sens plus large (Diario Clarin), en signalant que le Round du Millénium est identique à l'AMI (Accord Multilatéral d'Investissements) en beaucoup plus grave. Il rend compte que l'AMI consiste en un véritable traité, non limité à ses membres, mais qui doit être adopté par tous les pays et dont l'objectif est de libérer les investissements étrangers du protectionnisme d'état dans tous les pays, en plus d'être protégé tant dans leur phase de pré-établissement que dans celle de post-établissement.

Il s'agit plus d'une véritable Constitution mondiale qui définit, limite et restreint l'espace de l'activité d'état, dit Alfonsin, ajoutant que l'Argentine a participé comme observateur dans la discussion de l'AMI et qu'elle était d'accord avec son texte, remarquant que le Gouvernement devrait s'abstenir de prêter son appui à un traité qui oblige pratiquement à congeler la législation interne des états et qui affecterait énormément les droits sociaux, du travail, de la femme, des consommateurs et utilisateurs, la protection de l'environnement, etc.

Un autre prestigieux journal argentin, La Nación (26/09/99) se limite à publier une traduction de « The Economist » dans laquelle il est signalé qu' « il y a des raisons de nourrir un optimisme certain puisque Mike Moore, le nouveau patron de l'OMC a pour priorité d'aider les pays en développement et prétend multiplier par 13 le budget pour l'assistance de l'organisation et que les pays riches ont un programme positif vers une plus grande libéralisation en matière d'embarquements, de construction et de mouvements de personnes » (!).

Le même journal (La Nación), dans un article du 18 août de cette année, se fait aussi l'écho des débats générés par le thème des transgéniques et note que s'il existe bien encore quelques doutes sur les conséquences sur la santé



humaine, 70% des cultures de soja en Argentine sont produites avec des semences génétiquement modifiées et que bien qu'aux E.U. on y trouve 75% de la surface cultivée, l'Argentine est considérée comme le pays où s'est produit la plus grande augmentation. Cinq millions d'hectares sont cultivés en OGM (12% de la production nationale) et la culture principale est le soja (70% des terres dédiées à cette culture le sont avec des semences modifiées). Il conclut l'article en signalant que « les freins que mettent les Européens pour limiter l'avancée sont vus comme une barrière pseudo-douanière destinée tant à limiter les importations de produits agricoles que pour permettre aux entreprises européennes d'avancer dans le développement de cette technologie, où elles montrent un retard par rapport aux E.U.

En synthèse, on peut observer que sauf l'opportunité d'une honorable exception, les journaux argentins de grande diffusion, ne se trouvent pas vraiment engagés avec les véritables intérêts du pays, et encore moins avec ceux d'une grande partie de l'humanité, pas plus que les représentants gouvernementaux. L'étroite, jusqu'à paraître ingénue, optique de défendre seulement quelques secteurs comme celui de l'agriculture (aussi important soit-il) à partir d'alliances illusoires avec les puissants et l'adhésion déclarée ou simulée au Round du Millénium, nous placent entre les pays qui acceptent l'inconditionnelle soumission à la loi du plus fort sans même réussir à imaginer des alternatives qui pourraient préserver un minimum nos derniers relents de souveraineté.

Susana Merino
Rédactrice, informativo@attac.org - Courriel d Information en espagnol. Inscription http://attac.org/listes.htm

Les enjeux de Seattle

Le débat autour des négociations qui s'engageront le 30 novembre à Seattle met chaque jour davantage en lumière la réalité des risques que nous dénonçons depuis des mois. Ces risques portent sur des secteurs aussi variés que l'avenir du développement des pays du Sud, l'agriculture européenne, la culture non " états-unienne ", les services publics " à la française ", et d'une manière générale la vie sur notre planète.

Les réactions négatives sont de plus en plus fortes, venant d'horizons très divers. Même si les motivations varient, le refus de l'intégrisme libre-échangiste est la base commune de ces réactions.

Quelles sont les réponses des gouvernements, et en particulier du nôtre ? Premièrement, il évite d'aborder le débat de fond sur les conséquences pour les pays du Sud et pour les catégories sociales " les moins privilégiées ", c'est-à-dire la grande majorité de la population. Deuxièmement, il pratique l'amalgame entre nationalistes, souverainistes et progressistes. Il est plus facile pour Lionel Jospin de vilipender le protectionnisme pasquïen que d'argumenter face à son propre électorat, majoritairement hostile à sa politique sur cette question. Enfin, on note ces derniers jours un certain durcissement dans le discours afin d'amadouer les opinions publiques hostiles. Ainsi Christian Sautter, nouveau ministre des finances, prenait dans une récente tribune du Monde des accents plus combatifs, évoquant " une Organisation mondiale du commerce citoyenne ". Mais la réalité de la position française, c'est bien celle que défend Pascal Lamy, socialiste nommé par Lionel Jospin à la Commission européenne, chargé du commerce en son sein, et qui sera responsable des négociations à Seattle pour l'Union européenne. Ne nous y trompons pas : celui-là est un ultra-libéral qui n'a rien à envier à son prédécesseur, Sir Leon Brittan, ex-aile droite de Margaret Thatcher.

Une logique infernale Pour nous, la question de l'OMC est un exemple typique de l'abandon du politique face à l'économie : en France au moins, aucun parti n'a jamais fait campagne sur sa volonté d'ouvrir aux multinationales privées l'accès à des secteurs comme l'éducation ou la santé. C'est pourtant ce qui se prépare. Il y a vraiment une logique infernale à l'ouvre : les politiques de " rationalisation " des services publics (projets d'Allègre sur l'allègement des programmes scolaires, projets d'Aubry sur la diminution des dépenses de santé) poussent la population dans les bras du secteur marchand pour retrouver une " offre " d'éducation et de santé de haut niveau. Ce qui créera le marché sur lequel débouleront les prestataires d'enseignement à distance et les chaînes de cliniques privées US.

Sur ce terrain, les partisans de l'intégrisme libre-échangiste savent qu'ils n'ont pas le soutien des opinions publiques. Ainsi, Charlene Barchesky, représentante des Etats-Unis pour le commerce international, reconnaît-elle que " La plus grande menace qui pèse sur le commerce multilatéral est l'absence de soutien de l'opinion publique (1)". Autre exemple venant d'un autre horizon mais dans la même démarche, celui de Jacques



Khélif, secrétaire de la Fédération chimie CFDT. Celui-ci explique que " les fonds de pension ne sont pas seulement des prédateurs, ils peuvent aussi constituer des partenaires stables ", " le problème c'est qu'on n'arrive pas à convaincre les salariés de la pertinence de cette démarche. (2) " Mais cet évident désaveu des peuples ne les freine pas : ils veulent passer en force !

Imposer le respect du droit Notre position de principe est simple : le politique doit imposer à l'économie le respect du droit. De même qu'en France les lois se font dans le cadre de la Constitution, les traités internationaux doivent se faire dans le respect de la loi internationale, Déclaration universelle des droits de l'homme, charte de l'ONU ou autres.

Mais le seul droit que reconnaissent les multinationales, c'est le droit à faire du profit. De quel droit ? Il va falloir leur imposer le respect du droit.

Au-delà des enjeux de Seattle, qui sont considérables, c'est le droit des citoyens et des peuples à décider de leur vie, de leur avenir, du monde qu'ils laisseront à leurs enfants qui est en jeu. C'est la hauteur de l'enjeu qui détermine la hauteur de la mobilisation n "cessaire.

Une protestation de grande ampleur La montée de la protestation atteindra un premier point haut entre le 27 et le 29 novembre prochains à l'occasion de l'ouverture de la Conférence de l'OMC à Seattle. De nombreux appels circulent, dont un signé par près de 1500 structures dans 90 pays. Des caravanes sillonnent actuellement les USA et le Canada en direction de Seattle. Sur place, des centaines d'initiatives sont programmées durant les jours précédant le sommet(3). La manifestation du 30 est organisée par les syndicats américains, rejoints par un vaste mouvement associatif parmi lesquels le mouvement " Public Citizen " fondé par Ralph Nader ; elle devrait être l'un des plus grands rassemblements populaires des trente dernières années.

Des actions similaires vont se dérouler dans de nombreux pays, avec pour la France des dizaines de manifestations. Marseille ne sera pas en reste : la manifestation qui se tiendra à 14 h 30, de la Porte d'Aix à la Préfecture, est convoquée par 25 organisations, le monde de la culture s'y associant très largement. Ce sera l'occasion de concrétiser le rapport de forces qui s'est construit depuis la rentrée, en particulier autour des actions de la Confédération paysanne.

Nous sommes persuadés qu'un autre monde est possible, un monde qui ne soit pas une marchandise ! C'est ce que nous exprimerons le 27 novembre.

(1) Citée par Guy de Jonquières, " Free trade under fire ", Financial Times, 11 octobre 1999.
(2) Cité par Alexandre Garcia, " La CFDT entend promouvoir l'actionnariat salarié et les ''fonds d'épargne salariale'' ", Le Monde, 23 octobre 1999.
(3) Le programme complet est disponible sur www.seattle99.org

Jean-Paul Garagnon
marseille@attac.org

Après le pétrole, le déluge

A la mi-août, alors que le Réal perdait à nouveau de sa valeur face au dollar, une grande banque internationale, la ING Barings, conseillait à ses clients investisseurs de vendre les titres du gouvernement et des entreprises brésiliennes.

Motif : la dette du Brésil dépasse déjà les 400 milliards de reais (200 milliards de US$) et comme les intérêts sur cette dette sont de l'ordre de 22%, cela signifie que la charge en intérêts est approximativement de 90 à 100 milliards de reais par an (45 à 50 milliards de US$), soit , en arrondissant, 10 milliards de reais (5 milliards de US$) par mois. Impossible à payer. "Tout ce que le gouvernement fait c'est émettre de nouveaux "bouts de papier" qui ne font qu'augmenter la dette".

L'initiative "agressive" de la Barings - dissimulée, ignorée, par la presse nationale comme d'habitude - a tout simplement rendu public le manque de confiance que les banques internationales continuent à entretenir envers le Brésil.

Opposant un démenti formel à la fameuse "reconquête de la crédibilité internationale" criée sur tous les toits par le gouvernement et ses porte-parole, les banques internationales au cours du premier semestre de l'année 99, ont à peine concédés 3,5 milliards de US$ de prêts à des entreprises brésiliennes (c'est à dire nationales et aussi multinationales).
En réalité, 5 fois moins que les 17,5 milliards de US$ concédés à la même période en 1998.

Alors on se pose la question suivante : pourquoi le FMI et Clinton sont-ils tellement tolérants envers le Brésil ? Pourquoi maintiennent-ils les politiques d'aide au pays, sachant que la situation économique est désastreuse et



continue à se détériorer, sans possibilité de récupération (personne ne peut payer des intérêts de 5 milliards de US$ par mois) ? La seule réponse possible est toujours la même, à savoir : Le FMI et les EU tirent un maximum sur la corde du gouvernement FHC (Fernando Henrique Cardoso) afin d'atteindre le point de rupture qui renforcerait l'opposition, avec comme objectif : que de nouvelles privatisations soient faites avant l'écroulement total.

Ou plus précisément, que de nouvelles dénationalisations dans les secteurs de la recherche de pétrole et de production d'énergie électrique soient effectuées. Je répète, si c'est encore nécessaire, que le gouvernement des EU n'a pas vendu ses entreprises d'énergie électrique, contrairement à ce que tout le monde pense.

Pour ceux qui jugeraient cette hypothèse comme démente ou fantaisiste je dis ceci :
Le gouvernement de FHC, l'air de ne pas y toucher, a déjà annoncé une nouvelle série d'appels d'offres pour "vendre" les zones, sur le territoire national, où la Petrobras (brésilienne) vient de découvrir de fabuleuses réserves de pétrole. Ces zones incluent également les champs pétrolifères sous-marins, ce qui n'était pas prévu.

Le brésilien n'aime pas donner l'impression qu'il s'enorgueillit exagérément des richesses et des beautés naturelles de son pays. Peut-être est-ce pour cela que, jusqu'à aujourd'hui, le brésilien n'a pas conscientisé que le Brésil possède réellement les champs pétrolifères les plus fantastiques du monde. Cela semble apparemment honteux pour la Petrobras d'être capable de produire 10.000 barils de pétrole par jour, par puits. C'est un chiffre incroyable, oui, un record mondial, oui, et qui n'a comme concurrent que les 7.000, 8.000 barils par jour produits en Iran, en Irak et au Koweït......

Que signifient 10.000 barils par jour ? A 20 US$ le baril, cela signifie 200.000 US$ par jour, par puits. Ou 6 millions de US$ par mois. Ou 70 millions de US$ par an, par puits. Dans une des zones de la Petrobras à Campos dans l'état de Rio, on exploite 25 puits qui produisent pour 1 milliard 750 millions de US$ par an.

Alors maintenant respirez à fond : ce sont CES champs pétrolifères absolument fantastiques, les plus productifs du monde, que le gouvernement FHC a commencé à "donner" aux multinationales avec l'aide de la presse. Lors de la première vente aux enchères réalisée il y a quelques semaines, le président de la société David Zylbersteyn (société brésilienne de produits pétroliers) a eu le "l'extraordinaire" courage de demander un "prix symbolique" de 50 à 150.000 reais (25 à 75 mille US$), oui vous avez bien lu milliers de $ et pas milliards de $, aux acheteurs de ces zones pétrolifères.

Le gouvernement a tenté de justifier ces prix absolument "sordides" en affirmant que : le marché mondial est en baisse, dû à une trop grande offre de pétrole. En fait, depuis janvier le prix du pétrole a doublé, DOUBLE, il est passé de 10 à 20 US$ le baril. Depuis janvier, cette information a été gommée par les médias. (Questionnez vos amis et vos familiers et vérifiez lesquels d'entre eux étaient au courant de cette augmentation).

La vérité a été cachée afin que la société brésilienne ne discute pas l'augmentation du prix de l'essence imposée par le gouvernement. Mais plus grave encore, pour que la société ne mette pas en question la politique de privatisation du pétrole national.

Et s'il faut être plus clair encore : si ces puits sont les plus fantastiques du monde, si les bénéfices qu'ils vont produire sont fabuleux, pourquoi le gouvernement FHC ne vend-il pas les actions de la Petrobras à des millions de brésiliens, rassemblant ainsi les financements nécessaires à l'accélération de l'exploration et à la création d'emplois dans le secteur ?? Le FMI et les EU ne l'auraient-ils pas permis ????

Mais si : il y a quelques années, lors de la première vente, plusieurs champs ont été achetés pour 75 millions de US$, en fait beaucoup plus cher que ce que le gouvernement exigeait à l'époque , soit 75 mille US$. La presse a présente ce résultat comme "extraordinaire". N'est-ce pas ?

Des miettes, de la bimbeloterie pour le peuple indien. Il suffit de savoir que ces champs pétrolifères peuvent facturer 2 milliards de US$ PAR AN!
Donnés en échange de 75 millions de US$, une seule et unique fois !

L'opposition a le devoir de mobiliser la société brésilienne contre le nouveau vol du pétrole national programmé depuis peu par le gouvernement FHC, Clinton et le FMI.Les chiffres sont clairs, scandaleusement clairs.

Post Scriptum : Le président FHC dit que l'économie est stable, l'IBGE (institut brésilien de gestion économique) dit que le PIB est stable.... Mais la production industrielle de l'état



de Sao Paulo avait déjà diminué de 7% au 1er trimestre et est descendue à 15% en juillet en comparaison avec l'année 98. D'autres secteurs indiquent une baisse encore plus importante : Les télécommunications et les équipements pour l'énergie électrique. En fait, les multinationales devenues propriétaires de ces (ex)entreprises appartenant à l'état continuent à tout importer, à licencier à tour de bras, à liquider nos dollars, étouffant, noyant encore plus le Brésil.

La dénationalisation a renvoyé le Brésil au passé. Nous sommes à nouveau une républiquette dépendante. Ou une colonie ???

Aloysio Biondi, jornalista (Folha de São Paulo)
*Preste um serviço à Pátria Brasil: repasse para toda a sua lista
Traduction : Greta Van Den Bempt, Correspondante à Porto Alegre pour Le Grain de sable. greta@attac.org

Actions contre le Round

1- www.etats-generaux.org
L'internationale du capital triomphe. Celle des êtres humains aspire à naître... La pétition demandant un moratoire du cycle de négociation, une évaluation de l OMC et la subordination de celle-ci aux accords internationaux a reçu 2718 signatures sur leur site Internet. Il est encore temps de la signer.

2- Corporate Watch vous propose d envoyer une télécopie gratuitement à Mme Barchefsky, négociatrice pour les USA afin d exiger un arrêt du cycle de négociations.
Leur site :
http://www.corpwatch.org/corner/alert/wto.html

Le texte du fax :
Ambassador Charlene Barshefsky
United States Trade Representative
600 17th Street, N.W.
Washington,DC 20508
USA
FAX: 202-395-4549

Dear Ms. Barshefsky,

I am writing in opposition to any effort to expand the powers of the World Trade Organization (WTO) through a new round of trade liberalization. Instead, governments should review and correct the deficiencies of the system and the WTO regime itself.

When it was created, the WTO was hailed as a means of enhancing the prosperity and promoting the well-being of all people in all member states. In reality however, in the past five years the WTO has contributed to the concentration of wealth in the hands of the rich few; increasing poverty for the majority of the world's population, and unsustainable patterns of production and consumption.

The United States and other governments which dominate the WTO and the transnational corporations which have benefited from the WTO system have refused to recognize and address these problems. Instead, they are pushing for further liberalization through the introduction of new issues for adoption in the WTO. This will lead to the exacerbation of the crisis associated with the process of globalisation.

There should be a moratorium on any new issues or further negotiations that expand the scope and power of the WTO and a review of past decisions. This will provide an opportunity for society to change course and develop an alternative, humane and sustainable international system of trade and investment relations.
Sincerely,
(Your Name)

Samedi 27 novembre, avant et après...

AVANT LA MANIFESTATION

Attac Paris 20 : (avec les Amis du Monde diplomatique) le 27 novembre à 11 heures au café Flèche d'or, 102bis rue de Bagnolet, 75020, organise un débat sur l'OMC : L'O.M.C. : un attentat contre la démocratie avec Michel Husson, membre du Conseil scientifique d'Attac. paris20@attac.org

APRES LA MANIFESTATION

Attac 93 Ouest vous invite cordialement au cinéma à Aubervilliers (cinéma Le STUDIO au théâtre de la Commune, 01 48 33 52 52) .
SAMEDI 27/11
16h45: Mobutu, roi du Zaïre de T.MICHEL
20h30: Ressources humaines de L. CANTET
DIMANCHE 28/11
14H30 Metak et melancolia de Heddy Honnigan
17h: Charbons ardents de J.m.Carré
PRIX UNIQUE : 20Fr par film, RESERVATION OBLIGATOIRE AU 01 48 33 52 52. 93ouest@attac.org

AVANT ET APRES LA MANIFESTATION

DEUXIEMES ASSISSES DE L INTERNET NON MARCHAND ET SOLIDAIRE Journée de clôture : salle LSC La Chapelle, 69ter rue de La Chapelle,



75018 Paris. Tel : 0142051199 Métro : Porte de La Chapelle.
Les associations Globenet, Iris et R@s invitent tous les acteurs de l'Internet non marchand et solidaire à participer à la journée de clôture des deuxièmes Assises.
Leur objectif est de promouvoir l'alternative à une logique résolument marchande, qui veut mettre Internet au service de ses intérêts privés, prônant l'individualisme comme valeur dominante.
Programme de la journée.
- Matinée (09h30-13h00) : Séance de travail : « prochaine loi sur la « société de l'information ». Le travail portera sur l'examen du document d'orientation proposé par le gouvernement en vue d'une prochaine loi, ainsi que la proposition de loi d'un groupe de sénateurs sur l'usage des logiciels libres dans l'administration. Les participants examineront également des aspects non traités par le document gouvernemental.
- Après-midi (14h00-17h30) : Manifestation nationale contre l'OMC Trajet : de Bourse à Bastille.
- Soirée (18h30-20h30) : Débat avec des parlementaires. Les questions devront être liées à Internet. Invités : Patrick Bloche, Yves Cochet, Jack Ralite, André Santini, René Trégouët.
- Fin de soirée (20h30-22h30) : Buffet L'inscription préalable et une participation aux frais de 50 FF par personne sont requises pour le buffet.
Programme complet :
http://www.assises.sgdg.org/assises99.html
Inscription : http://www.assises.sgdg.org/form-inscription2a.html
ou par téléphone : 0145783407 ou 0144749239.

On passe à l'attaque le 27 novembre

LES MANIFESTATIONS DU 27

FRANCE

AGEN
15h Place de la Préfecture à l'initiative des groupes ATTAC du Lot et Garonne soutenu par AC! Comité de vigilance OGM, CGTéquipement PTAS, Confédération Paysanne, FEN, FSU, LCR, Maison des chômeurs, MDC, PC47, Peuples Solidaires, SUD PTT, VERTS 47. marmande@attac.org ou villeneuve@attac.org

ANGERS (Courriel 86)
Place Imbach angers@attac.org

ANGOULÊME
Le 27 novembre correspond à Angoulême à la date des "Gastronomades" (festival des saveurs). Le Collectif Charentais des Citoyens pour un Contrôle Démocratique de l'OMC, constitué à l instigation d'ATTAC 16 et composé des organisations suivantes: AC!, ACO Charente, ASPAL 16, ATTAC 16, CFDT Transports, UD-CGT, Charente Nature, Collectif OGM 16 "Nous voulons savoir ", Confédération Paysanne, Coordination pour le Contrôle Citoyen de l'OMC, Coordination Rurale, Démocrates Actifs et Solidaires, FSU, LCR, Maison de l'Agriculture Biologique, MODEF, Fédération charentaise du PCF, Terre des Hommes, UFC Que Choisir Angoulême, Les Verts; a choisi de concentrer l'action du 27 sur le lieu du festival, et sur le thème de l'alimentation. Au programme: stand d'information place New-York, distribution de tracts par des militants dûment identifiés par des sacs poubelles, pétition, projection du film d'ATTAC Rhône (sous réserve). Des tracts seront également distribués sur le site de la foire de Rouillac. Enfin, un car est organisé pour la manifestation régionale de Poitiers. attac16@attac.org

ANNECY
14h30 pelouse du Paquier devant Bonlieu : rassemblement puis cortège préfecture-défilé en ville. En plus, chaque signataire animera un stand, ou autre. Premiers signataires locaux : union syndicale groupe des 10 - AC! – PCF fédération Haute-Savoie – PCF agglomératin annecienne - CGT UD 74 - LDH – LCR - Chiche 74 - Le Journal - CFDT commerce services - les verts 74 – Solidarité paysanne - Comité des Sans papiers - comité droit d'asile - CGT cheminots - les alternatifs La solidarité paysanne (confédération paysanne en Haute-Savoie) participera avec animaux etc... htsavoie@attac.org

ARLES (Courriel 88)
09h – 12h Marché d Arles
14h devant la mairie attacgard@attac.org

AUCH
Avec les partenaires suivants : Confédération paysanne ; les verts ; PCF ; CGT ; SGEN CFDT ; FSU ; Sud Ptt ; AC, pour nous rallier à la manifestation régionale à Toulouse et pour ce faire nous y rendre en convoi chamarré avec arrêt dans les gros bourgs traversés et notamment sur le marché de l'Isle Jourdain. Rendez-vous donc : 10h place du Foirail - 11h arrêt à L Isle Jourdain pour arriver à 15h place du Capitol à Toulouse auch@attac.org

BAYONNE (Courriel 88)
14h30 Porte d Espagne (vers chez M Camdessus) pau@attac.org

BORDEAUX



Départ a 15 h place de la Victoire en direction de la place de la bourse Trente organisations appellent a manifester : A.C !- APEIS - ATTAC - CFDT Crédit Agricole - CHICHE! Bordeaux - Collectif Bordelais pour la defense des Droits des Femmes - Collectif Chiapas - Collectif Jeunes anti OMC – Confédération Paysanne - Espace Citoyen de Merignac - FIDL – Frères des Hommes - FSU 33 - JC - JCR- LCR - Le Passant Ordinaire - Les verts Gironde -Ligue des Droits de l Homme - MNCP - PCF - Parti Radical de Gauche Gironde - La république sociale (Club de la Gauche Socialiste) - Les Syndicats SUD Gironde – UD CGT - UEC- UGICT CGT 33 - UR CGT - UNEF - UNEF ID - Union Syndicale Groupe des 10 CONFERENCE DE PRESSE des ORGANISATIONS le 22 Novembre à 17h au Club de la PRESSE 9, Rue des Capeyrans (Quartier St Pierre- Pres de la place de la Bourse). bordeaux@attac.org

BRIOUDE (Courriel 88)
Devant la mairie
brivadois@attac.org

CAEN (Courriel 87)
14h30 Place St Pierre
caen@attac.org

CASTRES (Courriel 88)
17h00 Place Jean Jaures
tarn@attac.org

CHALON SUR SAONE (Courriel 88)
Action anti-OGM secrète et manifestation
chalon@attac.org

CHAUMONT (Courriel 88)
14h Place de la Gare

CLERMONT FERRAND
15 H Rassemblement place de Jaude. 18H à 22H Forums et débats au centre Blaise Pascal (restauration prévue sur place) Signataires de l'appel : ATTAC 63, AC 63, CGT, URI CFDT, Chom'actif, Confédération Paysanne, Mouvement des Sans Papiers, FSU, Ecole Emancipée, LCR, PCF, Les Verts, Les Alternatifs, Ligue des Droits de l Homme, Puy de Dôme Nature Environnement, Ras l Front, Union Syndicale Groupe des 10,VACCIN, Brut de Béton production, Syndicat Médecins Généralistes. clermont@attac.org

COLMAR
14h30 devant l Hôtel de ville. Nous avons prévu, entre autres animations, la confection de ballons "bulle financière" que nous créverons durant le parcours. Une Conférence de presse, dirigée par attac-68, est prévue en fin de manifestation.
mulhouse@attac.org

DRAGUIGNAN
9 h : appel "multiforme" sur le marché de Draguignan. De 10 h 00 à 11 h 30 : projection en boucle du film « Millenium Round... » dans la salle Lily Pons du Théâtre. *** Exposition dans le hall et signature de la pétition. *** Envoi de messages internet depuis le hall du Théâtre ou l'Office de Tourisme (juste en face). *** Dans la rue, annonce de ces animations par les groupes de lycéens option théâtre et différents orchestres. 11 h 30 : *** Rassemblement devant la sous-préfecture où la confédération paysanne organisera une mini-transhumance en faisant circuler, sur l'artère principale, 650 moutons ! Pique-nique, musique, vente de badges, livres, distribution de tracts. varest@attac.org

EVREUX
11h devant Macdo
(03 32 33 35 17)

GAP (Courriel 88)
11h00 devant Banque de France

GRENOBLE
Marche citoyenne et rassemblement festif : 14h00 Départ Chambre de Commerce (place Hoche) 15h00 Rassemblement place Félix POULAT : restauration, boissons, et forums de discussions : - la « mal-bouffe » - la mondialisation totale - les conséquences sur les pays du Tiers-Monde 17h00 Animations musicales et autres. Pour renseignements grenoble@attac.org

LA ROCHELLE
15h00 Place de l Hôtel de ville
rochelle@attac.org

LANNION
15h00 Place de la Poste
attac22@attac.org

LAON
16h conférence de presse à la Maison des Syndicats, avenue Jean Jaurès. Ont été conviés les journalistes de la presse locale (L'Union, La Voix de L'Aisne, L'AISNE Nouvelle, Le Courrier, La Thiérache), les représentants des syndicats adhérents (Union départementale CGT, Sud Education) et sympathisants (SGEN, SNUIPP, Confédération Paysanne), les députés du département appartenant au groupe parlementaire, ainsi que les adhérents et sympathisants d'Attac 02. La conférence de presse pourra prendre la forme de relais avec ce qui se passe au même moment à Paris



(communication téléphonique avec quelqu'un sur place), pédagogique (différentes interventions sur Attac, l'OMC, les thèmes à l'ordre du jour de la conférence de Seattle, débat, et peut-être diffusion du film d'Attac Rhône) Pour plus de précisions quant à l'organisation du 27, contacter Carole à aisne@attac.org

LE HAVRE
Manifestation
(02 35 47 01 61)

LILLE
14h00 Euralille
lille@attac.org

LIMOGES (Courriel 88)
14h00 Parvis médiathèque
attac87@attac.org

LYON (Courriel 86)
14h30 Bellecour
rhone@attac.org

MACON (Courriel 86)
Devant statue Lamartine
macon@attac.org

MANOSQUE
15h MacDo zone industrielle St Joseph. Parcours vers Centre Ville jusqu'à la Place de l'Hôtel de Ville, où aura lieu un apéritif musical. Pour l'instant nous ont rejoint : Confédération Paysanne, Amis du Monde Diplomatique, Femmes Solidaires, FSU, PCF, Les Verts, SNUI, CGT, SEL 04. attac04@attac.org

MARSEILLE (Courriel 87)
14h30 Porte d Aix
marseille@attac.org

MAYENNE
14h Place du Marché
(02.43.00.68.57)

MENDE
10h30 Place de la République

METZ
14h30 Devant Conseil régional de Moselle
moselle@attac.org

MONTPELLIER
15h00 Comédie Montpellier
herault@attac.org

NANCY
15 Place Maginot
nancy@attac.org

NANTES
De 14 h à 15 h, dans Nantes, quatre points d'information seront tenus par différentes associations appelant à la manifestations. Ces stands sont thématiques : social, service public marchandisation de l'être humain, ...
A 15 heures, rendez vous à l'arrêt de Tramway Commerce pour le départ de la manifestation. Un appel général serait fait au nom du collectif d'organisation par Gilles Rochette, le président d'Attac 44. Le service d'ordre sera assuré par la CGT que nous remercions ici vivement pour sa collaboration. Nous disposerons d'un rouleau compresseur représentant l'OMC (cf tract ci joint), puis d'une banderole unitaire portant le slogan suivant : « Non à la marchandisation du Monde. Pour un contrôle citoyen de l'OMC ». Deux personnes par appelant seront présentent en tête de cortège. Viendront ensuite les associations, puis les syndicats et enfin les partis politiques. Chacun pourra afficher haut et fort ses couleurs, la manifestation doit être colorée et festive. Nous disposerons d'une urne géante afin d'y déposer des appels aux députés et sénateurs de Loire Atlantiques signés par les citoyens présents à la Manifestations (cf appel aux députés et sénateurs ci-dessous). Des groupes de musique (ou autres activités artistiques) seront présents. La manifestation se déroulera dans le centre ville de Nantes avant de revenir au commerce.
Les co-appelants à cette manifestations sont : Attac 44, UD CGT, Confédération Paysanne, FSU, Groupe des 10, SNUI Impôts, SUD Douanes, CFDT Equipement, CFDT Banques, CFDT Caisse d'Epargne, SPLAM CGT (artistes et musiciens), ABAYA, AC !, ALFA, Amis de la République Sociale, Amnesty Internationale, ARCADE, Artisans du Monde, ARAC, COSPAL, Cri du Sud, EAH, ECOSOL, EE 44, Greenpaece, Ligue des Droits de l'Homme, de Mare en Marre, Mémoire d'outre Mer, MRAP, NAPCE, NEUF, REAS, Survie, UN, Vivre, ATD Quart Monde, Frères des Hommes, JOC, Les Alternatifs, LCR, MDC, PCF, Les Verts. attac44@attac.org

NICE (Courriel 88)
14h00 Place Masséna
attac06@attac.org

NIMES (Courriel 88)
15h Place de la maison carrée
attacgard@attac.org

ORLEANS
La liste des signataires de l'appel à manifester est sensiblement différente de celle publiée dans le courriel d'information N°88, certaines organisations s'étant retirées et d'autres venues



en plus. Les 24 qui appellent sont : ATTAC 45, A C !, Agir ici, DAL, MRAP, Théatraction, Théâtre de la Marmaille, syndicats CFDT -SYGMA et -SNE, CGT, Confédération paysanne, FSU, syndicats SUD -CRC, -éducation, -étudiant, -PTT et -SEIT, UNEF, JC, LCR, MJS, PCF 45, UEC, Les Verts.
Au cours du défilé, à l'arrêt devant la médiathèque, la compagnie de la Marmaille jouera un texte de Dario Fo intitulé "la naissance du jongleur" qui raconte la lutte d'un paysan contre le patron. En cas de mauvais temps le spectacle aura lieu sous la tente place du Martroi.
En tête du cortège, derrière la banderole "Non à la logique de l'OMC, le monde n'est pas une marchandise" les militants d'ATTAC seront déguisés avec un sac poubelle portant chacun une lettre faisant " ON N'EST PAS DES MARCHANDISES", d'autres auront des autocollants avec des phrases empruntées aux cartes postales d'ATTAC 69 (merci Lyon !).
orleans@attac.org

PARIS (Courriel 88)
14h00 Place de la Bourse
round-27novembre@attac.org

PARTHENAY (Courriel 88)
09h Champ de foire
10h Mairie Cerisay
11h30 Place Notre Dame Bressuire
14h Départ pour manif de Poitiers
attac79@attac.org

PAU
10h30 Complexe de la République (Halles de Pau) pour se rendre à la Préfecture et y déposer une motion reprenant les exigences de l'appel Attac -- Confédération Paysanne -- Coordination pour le contrôle citoyen de l'OMC, ainsi que la proposition d'Etats généraux planétaires. 12 organisations, parmi les 29 contactées ont déjà répondu à l'appel. Rappelons que les 26-27-28/11 se déroule le Salon du livre de Pau : discussions/rencontres sur le stand ATTAC64 autour des livres "Contre la dictature des marchés, Tobin or not Tobin, C'est la Crise Finale, La Comédie des Fonds de Pension,..."
pau@attac.org

PERPIGNAN
15 H, place Arago, un rassemblement est décidé. Une distribution de tracts explicatifs des enjeux de Seattle sera distribuée dans la rue. Un cortège se rendra ensuite à la Préfecture où sera remis à l'attention du préfet le texte intégral proposé par Attac et la confédération paysanne, texte qui sera co-signé par l'ensemble des mouvements associés à cette manifestation. A l'appel de : Attac, Confédération paysanne, Coordination pour le contrôle citoyen de l'OMC, CFDT-ANPE, CFDT-Banques, CFDT-Transports équipements, CGT, Groupe des 10, FSU, UNEF-ID, AC !, APEIS, CDSL, DAL, Droits Devants, France Libertés, MNCP, UFAL, MDC, Appel des cent, CNT, SUD-PTT, ADLPF, Alternative Libertaire, LCR, PCF, Les Verts, Solidarité active.
attac66@attac.org

POITIERS (Courriel 88)
12h30 Palais de Justice
15h30 Défilé
poitiers@attac.org

REIMS (Courriel 88)
14h30 Place du théâtre
reims@attac.org

RENNES
14h Gare SNCF Nord puis vers le TNB, l'inspection académique, La Poste, la Sécu, le MacDo. A la fin du défilé le Mur de la Mondialisation sera édifié sur la dalle du Colombiers puis sera détruit par les manifestants. rennes@attac.org

ROANNE (Courriel 87)
10h Macdo centre ville
roanne@attac.org

ROUEN (Courriel 88)
11h00 Gare ou Macdo ou Eglise St Sever
rouen@attac.org

ST BRIEUC
15h00 Préfecture
attac22@attac.org

ST ETIENNE
16h30 Place de l Hôtel de ville
loirattac@attac.org

ST PIERRE & ST DENIS
Manifestions
reunion@attac.org

STRASBOURG
14h Place Kléber se tiendra une manifestation à l appel d Attac et de nombreuses organisations syndicales, politiques et associatives. Parcours : rue des Francs-bourgeois, rue de la Division Leclerc, rue de la Douane, rue du Vieux Marché aux Poissons, rue des Grandes Arcades, retour place Kléber. Le tout étant précédé d'une conférence de presse à 13h00.
strasbourg@attac.org

TARBES
14h30 Place de Verdun

aureilhan@attac.org

TOULOUSE (Courriel 86)
15h00 Capitol
toulouse@attac.org

TOURS (Courriel 88)
15h00 Place J Jaures
tours@attac.org

VALENCE (Courriel 87)

14h00 Place Dunkerque
attac26-07@attac.org

BELGIQUE

BRUXELLES (Courriel 86)
11h00 Etterbeck
15h30 Concert de casseroles et débats
bxl@attac.org

SUISSE

GENEVE
13h30 Place Bel-Air rassemblement pour le départ de la manifestation vers le siège de l'OMC. Cette manif est organisée par la coordination anti-millénium à laquelle attac-Suisse participe activement. geneve@attac.org

Manifestation en Israël

Chers amis de ATTAC:

Bien qu il n existe pas en Israël un groupe ATTAC, une coordination d organisations sociales s est constituée pour protester contre la globalisation. Le premier événement a été réalisé mi-octobre à l université de Tel-Aviv sur l initiative de trois groupes écologiques (Action Verte, Tendance Verte et Amis de la Terre) et un mouvement de gauche (HADASH – Front pour la Paix et l Egalité – Parti Communiste d Israël). Plus de 100 personnes participèrent à un congrès qui dura six heures et discutèrent tous les aspects de la globalisation capitaliste. Un activiste local s est joint à la caravane internationale de protestation qui parcourt les Etats-Unis.

En fin de semaine passée (13.11.99) la fraction HADASH à la Histadrut (Confédération des Travailleurs) réalisa un séminaire dans la ville de Haifa, dont le sujet était " Globalisation et Travailleurs " avec la participation de 60 activistes syndicaux, dont deux des dirigeants nationaux de la Histadrut: Benjamin Gonen et Jihad Akel.

La semaine prochaine (24.11.99), HADASH réalisera un événement dans la ville de Kfar Sava, avec la participation du journaliste Efraim Davidi sous le titre: "Seattle, la Globalisation et Israël". Deux jours plus tard (26.11.99), HADASH réalisera une conférence à Tel-Aviv avec la participation de l historien Prof. Joel Beinin (Université de Stanford, Californie) dont le sujet sera "Globalisation et Moyen-Orient – Les Forces qui s Opposent à la Globalisation dans le Monde Arabe ".

Dans la journée de protestation internationale contre le WTO (30-11-99), aura lieue le soir une manifestation de la coordination " vert-rouge " face à l ambassade des E.U. en Israël, située au centre de Tel-Aviv. Cette même nuit, la section étudiante de HADASH à l université de Tel-Aviv proposera une discussion sur " La Globalisation, la Paix et le Moyen-Orient et Israël " avec la participation de E. Davidi.

Efraim Davidi
(journaliste / syndicaliste)
davidief@netvision.net.il

Vous pouvez obtenir plus de détails en écrivant en anglais, français ou espagnol à :
info@hadash.org.il

Terre des Hommes France et Attac : un message convergent

Dès ses origines, Terre des Hommes France s est alarmée des grands déséquilibres mondiaux et a tenté d apporter une expertise issue de ses longues années d expériences du terrain.

La grave situation d exclusion et de pauvreté qui touche des millions d êtres humains a probablement deux causes fondamentales :
. d une part , les graves déséquilibres Nord Sud : le poids négatif de la dette sur les efforts de développement des pays pauvres, la politique internationale d échanges commerciaux (OMC).
. d autre part, Le déséquilibre de réalisation entre les droits civils et politiques et les droits économiques, sociaux et culturels (DESC).
La nouvelle dictature est avant tout économique et elle touche aussi bien les populations du Sud que du Nord.

Redonner la parole aux citoyens et se réapproprier les espaces internationaux où se dessinent et se décident les grandes orientations du Monde, tels sont les objectifs qui ont prévalu à l émergence d une nouvelle conscience collective.



L'association ATTAC, née fin 1997 a capitalisé la mobilisation de 1995, celle de 1998 contre l'AMI et les peurs engendrées par les crises financières Russe et asiatique.
Elle a démontré qu'il était possible d'agir efficacement contre les risques portés par la financiarisation extrême de l'économie mondiale et a fait reculer les multinationales sur certains sujets comme les OGM (Organismes Génétiquement Modifiés).

Terre des Hommes France croit à cette mobilisation citoyenne. Nous pensons que ce combat est juste et nécessaire. Toutefois Terre des Hommes France estime qu'il manque une dimension offensive : la revendication des Droits.

Terre des Hommes France oppose à la dictature économique des marchés : la revendication du Droit.

Terre des Hommes France cherche à accompagner les initiatives citoyennes qui visent à rendre à l'Homme sa dignité.
Le dernier rapport du Développement humain réalisé par le Programme des Nations Unies pour le Développement nous interpelle nous qui avons trente cinq ans d'expériences : Plus de 80 pays ont aujourd'hui un revenu par tête inférieur à ce qu'il était il y a dix ans.

Depuis 1989, Terre des Hommes France ressent cette distorsion entre l'aide apportée aux populations des pays en voie de développement et les résultats durables obtenus.

Nous sommes parvenus à la certitude que seul un travail de solidarité ne suffit pas. Il faut qu'il soit accompagné d'un travail de Lobbying pour faire reconnaître les droits économiques, sociaux et culturels comme une dimension pleine et entière du développement humain.

Comment combattre les grandes firmes multinationales et donner aux Etats les moyens de faire appliquer un minimum de règles, si aucun texte juridique et aucun outil pour le faire respecter n'existent ?

Pourrait-on aujourd'hui inquiéter les dictateurs si la Communauté internationale n'avait pas reconnu, au travers de textes à caractère juridique, les droits civils et politiques et mis en place des outils pour faire valoir ces droits pour prétendre à réparation en cas de violations ?

C'est pourquoi nous pensons qu'une forte opposition aux négociations de Seattle est nécessaire mais notoirement insuffisante si elle ne s'accompagne pas d'une constante pression sur les Etats (notamment la France) pour que soit adopté un Protocole additionnel au Pacte relatif aux droits économiques, sociaux et culturels.
De quel autre moyen disposons nous pour lutter contre la situation dénoncée par Bernard Cassen dans le Monde Diplomatique de Novembre 1999 : "seulement une poignée ont les moyens humains de suivre des dossiers techniques complexes. Autour d'eux, les milliers de lobbyistes des multinationales les encadrent et les conseillent. Ce sont eux seuls qui sont demandeurs d'une nouvelle dose de libéralisme affectant des domaines d'activité jusqu'ici à l'abri de la marchandisation comme l'éducation et la santé".

De plus, il faudrait sans cesse recommencer le combat sur chacun des domaines de l'activité humaine.

Tout comme René Cassin croyait en la force d'une déclaration pour faire avancer les droits de l'Homme, Terre des Hommes pense qu'il ne saurait y avoir de progrès durable dans le Monde sans l'adoption d'un texte juridique qui reconnaît les droits économiques, sociaux et culturels comme un droit fondamental de la personne humaine.

Voilà pourquoi, Terre des Hommes France, travaille pour que les droits économiques, sociaux et culturels régulent le marché international en faisant pression, entre autres, au sein de la Commission des Droits de l'Homme pour l'adoption du protocole facultatif relatif aux Droits Economiques, Sociaux et Culturels.

Plus d'Informations : tdhf-dg@globenet.org